

FAITS SAILLANTS

- Démarrée en octobre 2016 avec des revendications corporatistes, la crise sociopolitique s'est progressivement détériorée fin 2017 avec pour conséquence l'insécurité et la violence armée
- L'escalade des tensions et des hostilités entre les groupes armés non étatiques et les forces de défense et de sécurité ont déclenché des besoins humanitaires majeurs dans les deux régions, en raison d'importants déplacements internes
- En mai 2018, la communauté humanitaire a lancé un plan de réponse d'urgence de trois mois pour initier des interventions humanitaires en faveur de 160'000 personnes déplacées ayant besoin d'une aide vitale

CHIFFRES CLES

Nb. de personnes dans le besoin **160 K**

Nb. de personnes ciblées **160 K**

Durée du Plan de Réponse d'Urgences **3 Mois**

Montant des besoins financiers **15,1 M**

(A la date de publication, le plan est financé à 0%)

Nb. de Camerounais réfugiés au Nigéria **21,3 K**



Distribution de NFI à Buea / Reach Out / 2018

Au sommaire

- Chronologie de la criseP.1
- Le plan de réponse d'urgence.....P.4
- Témoignage du terrain : rencontre avec l'ONG locale AMEF.....P.5

Chronologie de la crise

Un point d'histoire est essentiel afin de comprendre la genèse et les dynamiques de la crise actuelle dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Du Kamerun à la République du Cameroun, une perspective historique

Sous domination coloniale Allemande depuis 1884, le Kamerun est placé sous protectorat franco-britannique à l'issue de la première guerre mondiale. La majorité du pays est sous tutelle française tandis que la Grande-Bretagne administre la partie occidentale bordant le Nigéria.

Le 1er janvier 1960, la partie francophone accède à l'indépendance et devient la République du Cameroun. Lors d'un référendum organisé en février 1961, une partie du Cameroun sous tutelle britannique vote pour son rattachement au Nigéria (*Northern Cameroon*) tandis que l'autre partie (*Southern Cameroon*) se prononce en faveur de son rattachement à l'ex Cameroun français. C'est ce *Southern Cameroon* qui correspond aux actuelles régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le Cameroun tel que nous le connaissons aujourd'hui est constitué en état fédéral à partir du 1er octobre 1961, lorsque le *Southern Cameroon* accède à l'indépendance et se rattache à la République du Cameroun

En 1972, les deux États fédérés sont supprimés pour faire place à une entité politique unique : la République unie du Cameroun. Le processus d'unification et de centralisation s'achèvera à l'issue d'une révision constitutionnelle en 1984 lorsque le terme « uni » est abandonné et la République du Cameroun instaurée. Symboliquement, la seconde étoile du drapeau Camerounais, qui représentait la partie anglophone, est supprimée. Le drapeau que nous connaissons est aujourd'hui adopté.

C'est à cette époque qu'aurait surgit le sentiment de marginalisation ressenti par une partie de la communauté anglophone Camerounaise, ainsi qu'une certaine résistance à ce qui est perçu comme une tentative d'assimilation de la minorité anglophone par la majorité francophone.

Les revendications initiales d'octobre 2016 et les premières violences

Les premières tensions ont débuté en octobre 2016 dans la ville de Bamenda, chef-lieu du Nord-Ouest, par une grève des avocats du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ils revendiquaient alors le respect de la *Common Law* et réclament la traduction en anglais du Code de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) et d'autres textes de loi. Le 21 novembre, les enseignants se mobilisèrent également, organisant un rassemblement contre le manque d'enseignants anglophones et le non-respect du

En 1972 débute le processus d'unification du Cameroun, qui passera d'un état fédéral à un état unitaire centralisé. C'est à cette époque que naît le sentiment de marginalisation vécu par une partie de la communauté anglophone

caractère « anglosaxon » du système éducatif de la zone anglophone. Des milliers d'étudiants et de citoyens vont se joindre à eux, mû par des revendications diverses allant du manque de décentralisation du pouvoir jusqu'au manque d'investissement dans les infrastructures routières.

Les mouvements de grève, jusqu'alors contenus au Nord-Ouest, vont peu à peu s'étendre dans la région du Sud-Ouest. Le 28 novembre, la marche des étudiants de l'université de Buea sur le campus est réprimée par la police. Les bavures policières enregistrées à cette occasion, ainsi que celles observées en marge d'un rassemblement politique le 8 décembre à Bamenda, contribuent à l'aggravation et à la médiatisation de la crise.

Malgré l'organisation d'une première mission de dialogue gouvernementale le 25 novembre 2016, la confiance entre le gouvernement et les activistes anglophones va progressivement s'amenuiser.



*Présence des personnes déplacées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest
OCHA, Mai 2018*

Une détérioration continue en 2017

Entre janvier et février 2017, plusieurs incidents sont enregistrés en marge de manifestations tandis que des véhicules et des bâtiments administratifs sont incendiés. L'interdiction des activités du *Cameroon Anglophone Civil Society Consortium* et du *Southern Cameroon National Council*, l'arrestation de plusieurs figures publiques du

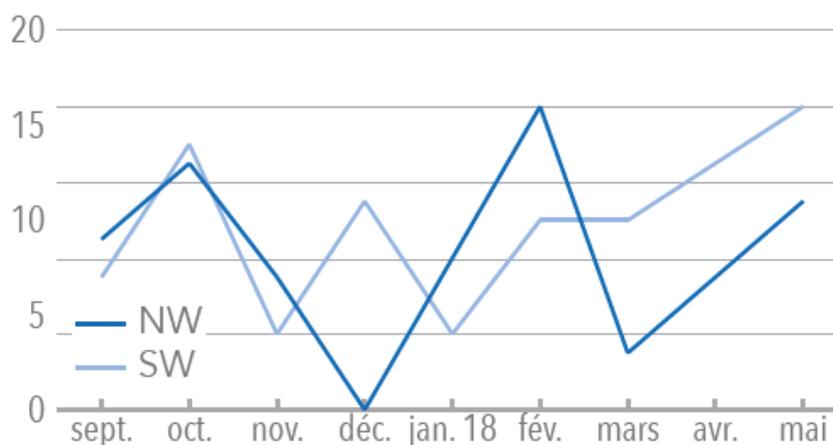
mouvement ainsi que la coupure d'internet de trois mois ordonné en janvier vont finir d'aggraver la situation. Depuis lors, les deux régions vivent au rythme des villes mortes, d'incidents sécuritaires violents, du ralentissement de l'économie et du boycott des écoles.

Le 1er octobre 2017, jour anniversaire de la réunification officielle des parties anglophone et francophone, au moins 17 personnes sont tuées en marge de la proclamation symbolique de l'indépendance de « l'Ambazonie », et plus d'une centaine blessée. Les leaders de la contestation réclament pour la plupart un retour au système fédéraliste d'avant 1972 tandis qu'une minorité revendique l'indépendance de l'état d'"Ambazonie". A la suite de cet événement, des milliers de familles Camerounaises vont fuir vers les régions voisines du Nigéria et des milliers d'autres se réfugier dans des zones plus sûres à l'intérieur du pays.

La crise connaît un tournant majeur en novembre 2017. Le 8 novembre, la première attaque contre les forces de sécurité et de défense est enregistrée avec l'assassinat de trois gendarmes. Face à ce basculement d'une fraction des séparatistes dans la lutte armée, le président Paul Biya a déclaré la guerre aux sécessionnistes dès le 30 novembre, annonçant son intention de pourchasser « les terroristes ». Des mandats d'arrêt internationaux ont été émis contre les dirigeants sécessionnistes et une nouvelle vague de renforts militaires a été déployée dans la région du Sud-Ouest.

Depuis fin 2017, les incidents sécuritaires se sont multipliés, qu'il s'agisse d'assassinats ou d'enlèvements ciblés de représentants de l'état et des forces de sécurité et de défense, ou des exactions commises en représailles par les forces de sécurité et de défense. Cette multiplication des foyers d'hostilité entre les groupes armés et les forces de défense et de sécurité a gravement affecté les populations civiles, générant de nouveaux déplacements.

L'insécurité et la méfiance grandissante entre les populations locales, les groupes armés et les représentants de l'état sont les principaux facteurs à l'origine de la crise que le bulletin vous décrit aujourd'hui.



Evolution des incidents de sécurité entre septembre 2017 et mai 2018, ACLED

Zoom : Le plan de réponse d'urgence

Une planification fondée sur une évaluation des besoins rigoureuse

Dès octobre 2017, plusieurs acteurs humanitaires ont entrepris des missions exploratoires dans les deux régions. D'ordre généraliste ou sectorielle, elles avaient pour objectifs de mesurer l'impact de la crise sur la vie des populations locales, d'estimer l'ampleur des déplacements et d'évaluer les besoins humanitaires conséquents.

Mis en commun, les résultats de ces missions ont informé l'organisation d'une mission d'évaluation multisectorielle dans la région du Sud-Ouest en mars 2018. En effet, si la crise a débuté dans la zone de Bamenda au Nord-Ouest, l'épicentre s'est déplacé vers les départements de Mémé et de la Manyu début 2018. C'est dans ces zones que l'impact de la crise sur les populations a été le plus vif et les déplacements de population les plus importants.

Dans ce cadre, l'évaluation avait pour objectif de récolter des données sur les déplacements ; d'identifier les besoins prioritaires des personnes affectées et de définir les interventions humanitaires à mettre en œuvre.

Un mois plus tard, l'ONG Plan International a conduit une évaluation multisectorielle similaire dans la région du Nord-Ouest. Les résultats croisés de ces deux évaluations ont permis d'estimer à plus de 160,000 le nombre de personnes déplacées internes dans les deux régions qui ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence. Ils ont également confirmé que la protection des civils est la problématique principale dans le contexte d'insécurité, de peur et de suspicion mutuelle qui prévaut entre les populations et les forces armées.

Les besoins principaux des personnes déplacées sont les suivants.

- Les abris et les articles ménagers essentiels, particulièrement pour les groupes sont installés dans des zones forestières ;
- L'alimentation de base, surtout pour les plus vulnérables tels que les femmes enceintes et allaitantes, les filles et garçons, ainsi que les personnes âgées ;
- L'accès aux soins de santé primaire, y compris la prise en charge des urgences notamment les cas de traumatismes et de blessures par balle ;
- L'accès à l'eau potable à l'hygiène et à l'assainissement (EHA) ;
- L'accès à une meilleure protection notamment pour les personnes victimes de violences, d'abus et du non-respect de leur droits élémentaires ;
- L'accès à l'éducation. Depuis le début de la crise, de nombreuses écoles ont suspendu leurs cours du fait d'actes de vandalisme et de menaces proférées à l'égard du corps enseignant et des élèves.



Objectifs stratégiques et étendue du plan

Face à l'importance des besoins évalués, la communauté humanitaire a développé un plan de réponse d'urgence pour fournir une assistance humanitaire d'urgence aux populations déplacées des deux régions. Lancé le 28 mai 2018, le plan possède une couverture initiale de trois mois afin de démarrer les interventions, d'accroître la capacité d'intervention humanitaire et d'améliorer l'accès aux populations dans le besoin.

15,1 millions de dollar sont nécessaires afin de fournir une assistance d'urgence aux 160,000 personnes dans le besoin grâce à des interventions dans les secteurs de

La protection des personnes et le respect des principes humanitaires sont deux exigences fondamentales qui doivent guider toutes les interventions dans les deux régions

L'Education, la Protection, la Santé, la Sécurité alimentaire, les Abris et biens non alimentaires ainsi que la WASH. La mise en œuvre de ce plan contribuera à celle du plan d'assistance du Gouvernement, présenté par le MINAT le 18 juin 2018.

Le plan de réponse d'urgence vise deux objectifs stratégiques :

- Fournir une assistance d'urgence aux populations déplacées des deux régions afin de réduire la morbidité et la mortalité liées au déplacement ;
- Fournir des services de protection essentiels aux personnes affectées par la crise, notamment les femmes et les enfants, et améliorer l'accès aux bénéficiaires.

A l'issue des trois mois initiaux, la réponse à la crise dans les deux régions sera intégrée dans le Plan de Réponse Humanitaire (HRP), au même titre que la stratégie de réponse dans les régions prioritaires de l'Extrême-Nord, de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord.

Enfin, la communauté humanitaire a souhaité que la protection transversale soit au cœur de la mise en œuvre de son plan d'assistance. Dans un contexte de violence armée où les acteurs en présence prennent à partie les populations civiles, la protection des personnes et le respect des principes humanitaires sont deux exigences fondamentales qui doivent guider toutes les interventions.

Témoignage du terrain : rencontre avec l'ONG locale AMEF

Les organisations de la société civile locale (OSC) sont souvent les premiers intervenants lorsqu'une crise humanitaire éclate. Ils ont une compréhension profonde du contexte et la légitimité de travailler avec les communautés avant, pendant et après la crise. Depuis que la crise sociopolitique du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a dégénéré en violence armée fin 2017, les OSC existantes ont été en première ligne pour apporter une aide d'urgence aux familles déplacées obligées de fuir leurs villages.

Aux côtés des communautés locales et de l'église, ces OSC ont abandonné leurs activités traditionnelles de développement pour fournir une aide vitale aux personnes dans le besoin. Bien qu'aucun acteur humanitaire ne soit présent dans les deux régions, le renforcement des capacités de ces OSC sera essentiel pour accéder et aider les personnes dans le besoin, en particulier dans les zones difficiles à atteindre où la plupart des familles sont réfugiées.

Aujourd'hui, nous rencontrons N-T Atim Evenye Taniform, chef du programme AMEF, pour discuter de la situation humanitaire dans la région du Sud-Ouest. L'AMEF (Authentique Memorial Empowerment Foundation) est une ONG camerounaise créée en 2006. Avec son siège social situé dans la ville fortement affectée de Kumba, l'ONG a été l'une des premières organisations à assister les personnes touchées par la crise.

Pouvez-vous présenter à nos lecteurs l'historique d'AMEF et son domaine d'intervention

Avec l'accent précédemment mis sur l'éducation des filles en situation de mariage précoces et forcés, la Authentique Memorial Educational Foundation (AMEF) a été créée en 2006 et est devenue opérationnelle en 2008. Cependant, elle a adopté une approche plus holistique en 2014 considérant d'autres besoins identifiés au sein des communautés cibles, et est devenu l'Authentique Memorial Empowerment Foundation qui comprend quatre composantes ; Education et Protection centrées sur l'enfant, autonomisation économique

des femmes et des jeunes, protection des droits de l'homme et alphabétisation / technologie de l'information.

Au fil des années, les actions de solidarité en faveur des groupes vulnérables tels que les enfants, les mères célibataires, les orphelins et les veuves ont fait partie intégrante des activités de l'AMEF. Compte tenu de la situation humanitaire actuelle et connaissant déjà notre capacité et notre expérience, l'AMEF a décidé de tendre la main à un groupe plus large de personnes. Même si notre domaine d'activité actuel est la région du Sud-Ouest, en raison des besoins identifiés, l'objectif d'AMEF est d'étendre nos activités à d'autres régions du pays.

Vous avez été l'un des premiers intervenants de la crise, comment avez-vous vu la situation évoluer sur le terrain ?

La crise a débuté par les grèves des avocats en octobre 2016, suivies par diverses grèves de professeurs en novembre, laissant les deux régions anglophones dans un état d'instabilité socio-politique. Contraints par la tension et la peur causée par la politique de « No School » déclarée par les groupes armés, les parents ont progressivement arrêté ou timidement envoyé leurs enfants à l'école. Cette situation persiste depuis deux ans, renforcée par des affrontements périodiques entre militaires et groupes armés. A titre d'exemple, 50 des 75 écoles secondaires publiques et privées et plus de 40 écoles maternelles et primaires ont été fermées dans la ville de Kumba. Imposée par des groupes armés, le mot d'ordre des « villes mortes » est observé tous les lundis. Ceci ralentit le développement économique et par conséquent les opportunités de subsistance pour les familles.

Quels sont les besoins les plus urgents des familles déplacées que vous avez rencontrées ?

Les familles déplacées sont composées d'hommes, de femmes, d'enfants, de jeunes et de personnes âgées, avec une moyenne de 5 à 15 habitants par ménage. Ils sont installés dans des villes urbaines et semi-urbaines comme Mamfe, Kumba, Buea, Limbe dans le Sud-Ouest et aussi en groupe dans la forêt. Sur la base d'entretiens et de données ventilées par sexe, les besoins diffèrent d'une catégorie à l'autre.

En ce qui concerne les familles installées dans les zones forestières, leurs besoins urgents comprennent les abris, étant donnée l'arrivée de la saison des pluies, l'accès à des médicaments, de l'eau potable et de la nourriture. Pour ceux dans les villes urbaines, leurs besoins comprennent les abris, les moyens financiers et la nourriture.

Qui sont les plus vulnérables ?

Les enfants sont exposés à des carences nutritionnelles, à un manque de soins de santé, à une eau insalubre et à des installations sanitaires inadéquates. Cela a conduit à certains cas de mortalité infantile.

Les femmes en particulier (mères allaitantes, femmes enceintes) sont exposées à un manque de soins pendant l'accouchement, la grossesse, les soins postnatals. Les maladies transmissibles, l'insalubrité des installations en eau et assainissement, une mauvaise hygiène menstruelle et des carences nutritionnelles, touchent en particulier les ménages dirigés par des femmes.

Depuis que la crise socio-politique du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a dégénéré en violence armée fin 2017, les ONG locales ont été en première ligne pour apporter une aide d'urgence aux populations touchées

Les personnes âgées, déjà confrontées à des problèmes de santé, sont sujettes à une mauvaise alimentation et à des traumatismes psychologiques.

Les données sanitaires collectées révèlent également qu'environ 500 personnes déplacées internes séropositives (PDI) enregistrées à l'hôpital général de Kumba ne sont pas en mesure d'accéder à un traitement régulier.

Quel genre d'activités mettez-vous en œuvre pour répondre à ces besoins ?

Au départ, en décembre 2017, nous avons commencé par apporter une aide sous forme de nourriture (riz, maggi, sel et tomates) à un groupe de personnes âgées du village d'Ekombe, département de la Meme.

En mars 2018, certaines familles déplacées de Kwakwa et installées dans la forêt, ont bénéficié de vêtements pour enfants et femmes ainsi que de savon, de riz et de sel. C'étaient des familles qui connaissaient nos gestes de solidarité au fil des ans. Nous avons alors réalisé que, en assistant ce groupe, plusieurs autres dans des conditions similaires ou même plus déplorable ont eu connaissance et se sont manifestés. Nous avons décidé de commencer à enregistrer les personnes déplacées et de leur fournir une assistance sur la base de ce qui était disponible étant donné nos ressources limitées.



Enregistrement des PDI par l'ONG AMEF, Mai 2018

En avril, alors que les chiffres ne cessaient d'augmenter, nous avons contacté CARITAS, que nous avons déjà rencontré sur le terrain, pour nous associer et aider à répondre aux besoins croissants. Après la visite de l'AMEF dans les sites de personnes déplacées en mars, certains ont pris contact avec nous et ont commencé à demander une aide médicale. Nous avons ensuite assuré la liaison avec la Clinique de la Fondation médicale de la foi, en lui renvoyant des cas. Notre partenaire, Fire Bible School Yaoundé a fourni des médicaments pour adultes. En avril, un certain niveau de confiance s'est établi entre notre institution et la population déplacée. Ils ont, dès lors, commencé à venir s'inscrire librement.

Grâce à l'enregistrement, nous avons réalisé que les personnes déplacées de Kwakwa, Bole et Kombone étaient majoritaires, nous avons donc décidé de nous concentrer dans ces zones avec un appui NFI (couvertures, matelas et savons) donnés par l'UNICEF et le HCR à CARITAS Kumba et l'intervention s'est progressivement étendue à d'autres villages touchés.

Les rapports d'évaluation indiquent que la plupart des familles ont fui dans les forêts, des zones très difficiles d'accès. Comment les assistez-vous dans un tel contexte ?

L'accès est et reste un problème critique et une problématique risquée au vu du contexte. Nous avons travaillé et travaillons toujours à faire comprendre à tous notre position neutre dans la crise. Notre intérêt est et reste la population déplacée et l'AMEF reste une

organisation non gouvernementale. Grâce à notre partenaire CARITAS, notre équipe a pu obtenir un document écrit pour faciliter les mouvements aux points de contrôle de la police.

Je pense que la base est le renforcement de la confiance et l'acceptation. Nous sommes conscients de l'importance de maintenir notre identité et nos objectifs et nous tenons aux principes humanitaires de neutralité et d'humanité. Nous portons également des uniformes (t-shirts) et des insignes pour nous démarquer lorsque nous sommes sur le terrain.

Pour plus d'information, veuillez contacter :
Imane Cherif, cherif1@un.org | **Eve Le Dem**, ledem@un.org | **Modibo Traoré**, traorem@un.org